

Mieux se connaître pour mieux informer

Pascal Percq

La démocratie ne se conçoit pas sans tout son monde. Cependant, en France, le journalisme peine à rendre visible une partie de la société sans tomber dans la caricature, autant à cause de la méconnaissance des pauvres, qu'à cause des préjugés et des codes journalistiques.

Il existe un territoire d'investigation peu exploré des journalistes et pourtant si proche. Un monde souvent ignoré des grands médias. Ce territoire-là, c'est celui de la grande pauvreté. Un monde habité par une population de plusieurs millions de personnes : un peuple discret, trop sans doute, effacé, au sens littéral du mot, vivant hors des normes imposées par la consommation. Est-ce une raison pour ne pas être une « cible » du monde de la communication ?

Un peuple invisible mais si présent pourtant. Il hante et habite nos villes, nos quartiers, confronté à une indifférence de plus en plus grande, que ce soit des pouvoirs publics ou du reste de la société. Alors ces personnes vivant la grande pauvreté s'enfouissent dans ce retrait qui peut leur paraître une protection.

En effet, dans ce monde parallèle, on vit au présent immédiat, dans une autarcie pragmatique et dans la crainte permanente qui conduit parfois, pour se protéger, à s'interdire d'exiger les conditions d'une

vie normale. Par exemple, certaines familles craignent de solliciter un appui, un logement auquel elles auraient droit, un accès aux soins, ou l'inscription à l'école, par peur de mettre leur famille au péril d'un regard trop suspicieux.

Plus de soixante ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme, en France comme en Europe, les droits fondamentaux ne bénéficient pas à tous, loin s'en faut.

L'existence d'un tel monde de la misère et de la grande pauvreté est insupportable en démocratie. Il est encore plus inadmissible qu'il soit devenu totalement méconnu de la société et des grands médias. Comment se fait-il qu'un tel peuple soit si ignoré, si méconnu, et intéresse si peu les journalistes ?

Ancien journaliste, **Pascal Percq** est aujourd'hui responsable de la mobilisation et communication d'ATD Quart Monde France.

Mieux se connaître pour mieux informer

11

Quelle pauvreté ?

Observée comme un travers de l'économie, la grande pauvreté n'était pas considérée comme une atteinte aux droits de l'homme. Il a fallu attendre les années 80 pour que la voix qui l'affirmait soit entendue⁽¹⁾, et pour que cette affirmation soit gravée dans le marbre du parvis des droits de l'homme et des libertés au Trocadéro à Paris⁽²⁾.

Enfin, en 1998, sous la poussée d'un front uni d'organisations civiles et du Conseil économique et social, dans un dialogue constructif avec les politiques, était érigée en principe « l'égalité de dignité de tous » dans le premier article de la première loi contre les exclusions votée en France et dans le monde.

De fait, il semble que la grande pauvreté n'ait jamais été très « médiatique ». Elle a pu servir de thème ou de décor à des chefs-d'œuvre de littérature ou du cinéma : elle n'en est pas moins très mal connue.

Considérée comme une fatalité, voire un mal nécessaire, on a « pansé » cette « plaie sociale » en lui administrant un régime spécifique à base de minimums sociaux ou en faisant appel périodiquement à la générosité publique, alimentant les circuits de distribution avec les excédents de la société de consommation.

Ah, mais le don, la générosité, la compassion : voilà qui est médiatique !

Plus fort que la dénonciation des injustices, en période de forte concurrence entre médias, la compassion fait grimper en flèche les indicateurs d'audience

presque autant que cet autre filon que représente « la peur de l'autre » ou la crainte de basculer soi-même dans le manque de biens de consommation. Cependant, faut-il le rappeler, la compassion n'est pas la solidarité...

Les médias n'ont pas encore pris le virage qui consisterait à considérer la misère comme une atteinte aux droits de l'homme dans leur traitement de la grande pauvreté. Périodiquement, à l'approche des grands froids ou des vagues de générosité hivernales, les colonnes de nos journaux reproduisent d'année en année les mêmes reportages sur les files d'attente aux distributions alimentaires, en suivant les maraudes nocturnes des organismes venant en aide aux personnes vivant à la rue.

Une variante quand même est survenue depuis peu - crise oblige -, une nouvelle catégorie a été inventée, celle des « travailleurs pauvres ». Oui, affirme un grand quotidien : on est pauvre avec 1 400 euros par mois et deux enfants, puisqu'on n'a droit à aucune aide. Voilà qui est journalistique : avoir un travail et pas de chez-soi ! Par contre, avoir moins de 500 euros par mois – entre 1,5 et 5 euros par jour et par personne⁽³⁾ – serait-il plus « normal » ?

Quels codes journalistiques ?

Les codes journalistiques ont leur propre échelle de valeur : un travailleur pauvre, c'est bien plus intéressant à raconter qu'un pauvre sans travail, surtout s'il est chômeur depuis longtemps. Et c'est ainsi que les très pauvres sont un peu

(1) *Rapport au Conseil économique et social* de Joseph Wresinski, Paris, 1987.

(2) « *Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré* », J. Wresinski, fondateur du Mouvement international ATD Quart Monde.

(3) Témoignage d'après un questionnaire réalisé pour l'Université populaire Quart Monde de Normandie en février 2009.

plus enfouis dans l'anonymat de la banalisation de la grande pauvreté et que cela contribue davantage à son maintien qu'à son éradication.

Autre approche journalistique : l'intérêt très exotique du combat des pauvres, certes. Mais pas ceux d'ici. Les vrais héros des « pauvres » sont ailleurs. Car c'est bien connu, les pauvres ici, chez nous, ne se révoltent plus ! Mais on parlera en revanche – on lira, on verra, on écouterait – les reportages enthousiastes sur ces petits planteurs luttant pour la redistribution des terres en Amérique latine, sur l'enfer des conditions de vie de ces habitants des décharges des mégapoles urbaines lointaines, sur les victimes par millions en Afrique du désordre sanitaire mondial. Et le summum de la communication sera atteint quand, par chance, on découvrira un leader au sein de ces populations, susceptible de renouveler la galerie des *people* charismatiques.

Chacun y retrouvera alors son compte même si tous ces combats sont justes et méritent d'être cités amplement. Tiers monde contre Quart monde ? Pourquoi ce malaise à l'égard de ceux-là même qui, ici, de l'autre côté, ou sous le périphérique de nos villes connaissent eux-aussi la malnutrition, les mauvais traitements, et se battent jour après jour pour préserver leur dignité ?

Pourquoi un tel silence sur ces combats quotidiens ?

Il aura fallu attendre plusieurs années avant que les « migrants » de la jungle de Calais-Sangatte ne fassent l'objet de reportages.

Et contre toute attente, ce n'est pas avec des reportages mais par une « fiction » – le film *Welcome* de Philippe Lioret – que l'opinion publique se fera une idée plus sensible de la réalité des migrants de Calais-Sangatte.

Une autre approche ?

La fiction serait-elle aujourd'hui la forme la plus objective de l'information ?

On soulignera aussi que dans ce film, ce qui est mis en évidence – et c'est rare – c'est la réalité de cette solidarité de proximité qui existe bien entre les personnes. Tiens donc, la peur de « l'autre » ne serait pas un sentiment général ?

Oui, il est bien réel ce peuple courageux à deux pas de nous. Toutes ces personnes vivant et connaissant la grande pauvreté accepteront de dire leur combat, pour peu qu'on les reconnaisse dans ce qu'elles sont : des combattants, des résistants et qu'on leur tende micros et caméras.

Cela ne doit se faire qu'en les respectant.

Sans doute faut-il aussi prendre conscience, quand on est journaliste, que lorsque votre interlocuteur est pauvre, il prend un risque réel à témoigner dans un média. Combien de fois leur parole n'a-t-elle pas été déformée, caricaturée, exagérée. Toujours la pression du fameux registre de l'émotion...

Lorsque l'on vit la pauvreté, on se met en danger à se placer sous la lumière des projecteurs. Un risque de représailles a parfois été constaté. D'où cette difficulté réelle d'une approche journalistique, bien souvent dans les délais journalistiques qui sont généralement ceux de l'urgence médiatique. La confiance ne s'instaure pas sur un simple coup de fil, surtout quand on n'a pas forcément de téléphone.

Entre journalisme et grande pauvreté, la méconnaissance est source de malentendu, de jugements hâtifs, de déformation. Mieux se connaître pour mieux se comprendre, c'est possible. C'est même un devoir.

Mieux se connaître pour mieux informer

13

La connaissance de la grande pauvreté est un formidable projet qui peut être également un objectif professionnel. Des rencontres sont possibles. Certaines se produisent. Ce sont autant de moments forts qui marquent et produisent des changements en profondeur chez ceux qui les vivent, qu'ils soient professionnels ou non. Ceux qui s'aventurent sur ce terrain en reviennent bouleversés et n'en sortent pas indemnes. Il suffit parfois de faire le pas, de gagner un peu de la confiance de ces familles pour que puisse se faire alors cette rencontre, avec ces hommes, ces femmes, ces enfants si extraordinaires, et dont la vie est un combat quotidien, dont le courage face à l'adversité donnerait à tout un chacun des leçons de ténacité face aux difficultés. Oui, nous avons beaucoup à apprendre des familles pauvres. Cela ne s'improvise pas. Un long et passionnant cheminement est à mener de concert, journalistes et Quart Monde. Ensemble.

C'est non seulement un projet pour des médias, mais pour la société entière. Comme l'écrivait Pierre Saglio, président d'ATD Quart Monde France dans *l'Express* : « *C'est d'une vision d'avenir - le vivre-ensemble - et donc de politiques à long terme dont nous avons besoin, en France et partout dans le monde. Pour les penser et les mettre en œuvre, nous ne pouvons nous priver de l'expérience et de la réflexion des plus défavorisés. Eux savent que les réponses d'urgence ne permettent pas d'aller au-delà de la survie quotidienne, qui déshumanise. Eux peuvent nous apprendre ce qu'il est essentiel de bâtir sur le long terme pour être capables de vivre ensemble et pour réduire massivement les distributions et autres réponses d'urgence. Prendre en compte leur point de vue serait une chance non seulement pour eux, mais pour nous tous.* » ■